



Trivium

Revue franco-allemande de sciences humaines et sociales - Deutsch-französische Zeitschrift für Geistes- und Sozialwissenschaften

33 | 2021

Concepts historiques fondamentaux - Démocratie

III. Délitement de la tradition au début de l'époque moderne

Hans Maier

Traducteur : Anthony Andurand



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/trivium/7639>

DOI : 10.4000/trivium.7639

ISSN : 1963-1820

Éditeur

Les éditions de la Maison des sciences de l'Homme

Référence électronique

Hans Maier, « III. Délitement de la tradition au début de l'époque moderne », *Trivium* [En ligne], 33 | 2021, mis en ligne le 07 juin 2021, consulté le 10 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/trivium/7639> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/trivium.7639>

Ce document a été généré automatiquement le 10 juin 2021.



Les contenus de la revue *Trivium* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

III. Délitement de la tradition au début de l'époque moderne

Hans Maier

Traduction : Anthony Andurand

NOTE DE L'ÉDITEUR

p. 839-847 de l'article original

- 1 [839] Au fil des siècles de l'époque moderne et jusqu'à la Révolution, le terme de « démocratie », tout comme celui d'« aristocratie », demeure pour l'essentiel un mot appartenant à la langue savante¹¹⁴. Le *locus classicus* de la notion de « démocratie » demeurerait toujours le traité d'Aristote sur les formes de régimes¹¹⁵, qui était abordé dans la science politique. En parallèle, depuis Conring¹¹⁶ et Pufendorf¹¹⁷, la « philosophie du droit naturel », la philosophie du droit constitutionnel s'offrait comme un espace de recherche sur les genres et les aspects juridiques des formes de gouvernement démocratiques. Jusqu'au XVIII^e siècle, la discussion sur la démocratie demeura un débat d'érudits. Le terme n'apparaissait pas, à cette époque, dans le vocabulaire des actes et des documents politiques officiels¹¹⁸ ; il n'était employé que de manière isolée, pour désigner des formes de constitutions et de gouvernements effectivement en place. Ce n'est qu'à l'époque des Lumières que le concept sortit de la sphère de la théorie politique érudite et fut plus fréquemment relié à l'analyse historique du passé tout autant qu'à l'analyse politique du temps présent et de la vie des États européens, pour partie en concurrence avec le concept fort ancien de « République ». Pour autant, cet élargissement de l'usage linguistique se cantonna largement à la littérature politique savante. Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, à la suite d'Aristote, le scepticisme vis-à-vis de la possibilité concrète d'une démocratie, du moins sous sa forme « pure », « absolue », était dominant. On accordait au mieux une place à la composante démocratique dans le schéma de la constitution mixte, et l'emploi du terme pour décrire les réalités constitutionnelles européennes se limitait pour l'essentiel aux Provinces-Unies*, à la Confédération suisse et à ses cantons, ainsi qu'à

quelques villes ou territoires indépendants d'Allemagne (comme la Dithmarse**), qui constituaient des exceptions dans l'Europe majoritairement monarchique du XVIII^e siècle.

1. Théorie politique

- 2 [840] La définition du concept dans les dictionnaires et dans la littérature de science politique montre que son sens, au XVII^e siècle et au début du XVIII^e siècle, met encore l'accent, selon une perspective tout à fait aristotélicienne, sur la désignation d'une forme d'État et de domination¹¹⁹. On reprend alors tout autant la signification positive du terme – la démocratie comme la bonne forme d'État, assimilée à la « politeia » (a) –, que son sens négatif – la démocratie comme forme dégénérée (b). En parallèle, nous devons aussi faire état des nouvelles élaborations ou nuances du concept (c).

a) La « démocratie » comme *politeia*

- 3 Selon Pufendorf, la démocratie appartient aux trois formes régulières de communautés politiques (*civitatis regularis tres formae*) ; en son sein, le pouvoir suprême est dans les mains du conseil formé de tous les chefs de famille (*summum imperium [...] penes concilium ex universis Patribus familiae constans*¹²⁰). De la même manière, Alsted, dans le droit fil de l'école aristotélicienne de Herborn¹²¹, définissait la démocratie comme une *polyarchia, in qua summa potestas est penes populum. Unde status popularis dicitur*¹²². Besold convenait de la possibilité que la majorité des citoyens prît effectivement en charge les affaires publiques : *Democratia summum Reipublicae jus penes populum constitutum habet : ita ut civibus universis aut eorum maxumae parti, jus sit imperandi*¹²³. En tout cas, le pouvoir conféré donné par l'ensemble des citoyens (les chefs de famille) [841] était indispensable pour le régime démocratique, comme l'expliquaient Besold ainsi que Myler von Ehrenbach : [...] *ut Magistratus ab ipso populo constituatur, atque ab eodem auctoritatem sumat*¹²⁴. – *Nam olim Romae, durante adhuc Democratico Imperio, Magistratum constitutio, ad purum Populi favorem pertinebat, adeo ut lex Valeria [...] Caput ejus jussu, qui Imperium nisi a Populo haberet*¹²⁵.
- 4 Du XVI^e au XVIII^e siècle, les nombreux témoignages allemands font apparaître un tableau similaire. La « démocratie » est alors décrite comme « le pouvoir et le gouvernement du peuple ordinaire¹²⁶ » (1561), « un état [*Stand*] qui a tout pouvoir¹²⁷ » (1645), « une forme ordonnée de la République, où le pouvoir suprême appartient au peuple tout entier¹²⁸ » (1726), « une forme de régime, dans lequel les affaires les plus importantes sont conduites par le peuple tout entier¹²⁹ » (1727 ou encore 1766), « le régime du peuple tout entier¹³⁰ » (1755), « une forme de gouvernement, où le peuple indépendant doit commander¹³¹ » (1780), « ce genre de formes de gouvernements dans lesquelles le peuple tout entier prend part au gouvernement de l'État¹³² » (1791), en un mot « le gouvernement du peuple », « la domination du peuple¹³³ » (1792), ou bien encore, selon le résumé concis que Schlözer proposait en 1793 de la tradition aristotélicienne fondée sur le nombre de gouvernants : « Un seul domine – c'est la monarchie ; si c'est un conseil – c'est l'aristocratie ; si c'est enfin la majorité particulièrement sondée lors de chaque acte souverain – c'est la démocratie¹³⁴. »

- 5 L'écho de la théorie aristotélicienne des régimes politiques est également perceptible dans le reste de la littérature européenne : c'est le cas chez Temple¹³⁵, Locke¹³⁶, Montesquieu¹³⁷ et par la suite dans l'*Encyclopédie*¹³⁸ (De Jaucourt). Dans le domaine anglo-saxon [842], souvent à la suite de la théorie antique, on envisage la « démocratie » moins comme une forme d'État autonome que comme la composante d'une forme d'État mixte. Il en va ainsi dans les écrits constitutionnels de Blackstone et de De Lolme, ainsi que chez John Adams, qui en 1775 pose la question suivante : « La démocratie n'est-elle pas aussi essentielle pour la constitution anglaise que la monarchie ou l'aristocratie¹³⁹ ? » – une question, dont on débattait aussi en Allemagne.

b) La « démocratie » comme forme dégénérée de la *politeia*

- 6 La « démocratie » comme forme dégénérée de la *politeia*, au sens qu'Aristote donne à ce terme, est attestée chez Micraelius (1653) : *Democratia est forma reipublicae a pura politia aberrans in qua sumuntur, qui praesint, non ex una virtute, sed ex habita potissimum ratione libertatis*¹⁴⁰. Les acceptions positives et négatives du terme sont réunies dans un dictionnaire de 1660 : « Démocratie, se dit d'une domination qui se tient chez l'homme du commun / où la populace détient le pouvoir suprême / un gouvernement du peuple / *democratia*¹⁴¹. » Il est écrit chez Baumeister (1758) : *Democratia est status, quo plebs, utilitati suae tantum intenta, negligit salutem et tranquillitatem reipublicae*¹⁴². Chez Montesquieu¹⁴³, Rousseau, Wieland et Kant, les connotations négatives du terme et le doute quant à la possibilité d'une réalisation effective de la démocratie hors du contexte des organisations politiques de taille réduite dominaient encore. Chez Montesquieu, il est écrit : « La démocratie et l'aristocratie ne sont point des États libres par leur nature. La liberté politique ne se trouve que dans les gouvernements modérés ; elle n'y est que lorsqu'on n'abuse pas du pouvoir. » Dans le *Contrat social*, Rousseau ne conçoit pas la possibilité d'une démocratie au sens strict du terme :

« À prendre le terme dans la rigueur de l'acception, il n'a jamais existé de véritable démocratie, et il n'en existera jamais. Il est contre l'ordre naturel que le grand nombre gouverne et que le petit soit gouverné. On ne peut imaginer que le peuple reste incessamment assemblé pour vaquer aux affaires publiques, et l'on voit aisément qu'il ne saurait établir pour cela des commissions, sans que la forme de l'administration change. »

Selon la célèbre formule de Rousseau, la démocratie était une forme d'État conçue pour les dieux : « S'il y avait un peuple de dieux, il se gouvernerait démocratiquement. Un gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes¹⁴⁴. » Wieland doutait lui aussi qu'une démocratie parfaite pût se réaliser. « Même au sein d'un peuple réduit », elle ne peut selon lui se perpétuer¹⁴⁵.

- 7 En 1795, en revanche, pour Kant, marqué par la domination jacobine, la démocratie pure, dans laquelle tous les membres de la société bourgeoise détiennent un pouvoir souverain, constituait « un despotisme, puisqu'elle établit un pouvoir exécutif, où tous décident sur et même contre un seul (qui ne donne donc pas son assentiment), et où par conséquent la volonté de tous n'est pas celle de tous, ce qui est une contradiction de la volonté générale avec elle-même [843] et avec la liberté ». Selon Kant, la démocratie comprise de manière traditionnelle – comme *forma imperii* – n'a pas su garantir à l'individu la protection de l'État de droit qu'offre le républicanisme auquel il aspirait. À ses yeux, la démocratie – à la différence de la monarchie et de l'aristocratie – rend impossible un mode de gouvernement représentatif fondé sur la répartition des

pouvoirs et « la séparation du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif », « puisque chacun y veut être maître [Herr]¹⁴⁶ ».

c) Approfondissement de la théorie

- 8 Les tentatives pour développer plus avant la théorie, situées entre les deux lignes de tradition, s'inscrivent dans le prolongement de l'équation « démocratie » = « politie » et l'équivalence suggérée à partir de celle-ci entre les éléments démocratiques et les éléments républicains. Besold positionnait ainsi déjà la « démocratie » aux côtés de la *res publica* : *Acciditur alias Democratia, speciatim et absolute Respublica : [...] eo quod inibi omnia maxime publica, hoc est, populi seu communia existant ; universique cives, aequa inter se ratione, Jus publicum sint partiti*¹⁴⁷. Pour Wehner (1665), la *democratia* constituait une forme d'État, « dans laquelle le gouvernement se trouve en même temps dans tous les groupes statutaires [Stände] et aux mains des membres de ceux-ci, / elle doit commander la communauté dans son ensemble et la populace / et être orienté cependant vers le bien commun¹⁴⁸ ». À partir du XVIII^e siècle, dans le cadre de cette conception élargie de la démocratie, on distinguait des formes particulières, comme chez Walch (1726) : 1) la « *demokratia pura*, où le peuple détient en lui le pouvoir » ; 2) la « *democratia temperata regie*, où un seul jouit d'une considération et d'une faveur particulière parmi le peuple », mais dont le pouvoir « consiste davantage en des conseils qu'en des commandements ; de telles démocraties existaient autrefois parmi les anciens Germains et dans de nombreuses cités grecques » ; 3) la « *demokratia temperata aristocratica*, laquelle apparaît sous diverses formes, dans lesquelles des collèges ou des assemblées gouvernent au nom du peuple, incluant dans certaines démocraties des corporations et des sociétés, mais dans d'autres non – la Suisse offre un exemple de ces deux possibilités » ; 4) la « *democratia urbica* » et 5) la « *democratia per vicos sparsa*¹⁴⁹ ». Les mêmes distinctions figurent également dans l'article fondamental de Zedler (1734). L'accent est alors mis sur le fait que la démocratie n'existe pas tant que ne prévaut pas « la loi fondamentale de toute démocratie », laquelle exige que « la volonté du peuple tout entier parvenu à un accord constitue la ligne directrice de tous et de chacun en particulier ». Ce n'est qu'ainsi qu'une foule devient δῆμος, « autrement dit en vertu de la majesté du peuple réuni¹⁵⁰ ». Dans ses *Considérations*, publiées en 1764, mais déjà diffusées en secret dans les années 1730¹⁵¹, d'Argenson distinguait une « fausse démocratie » et une « légitime démocratie » :

« La fausse démocratie tombe bientôt dans l'anarchie, c'est le gouvernement de la multitude, tel est un peuple révolté ; alors le peuple insolent méprise les lois et la raison ; son despotisme [844] tyrannique se remarque par la violence de ses mouvements et par l'incertitude de ses délibérations. Dans la véritable démocratie on agit par députés, et ses députés sont autorisés par l'élection, la mission des élus du peuple ; et l'autorité qui les appuie, constitue la puissance publique : leur devoir est de stipuler pour l'intérêt du plus grand nombre des citoyens, pour leur éviter les plus grands maux, et leur procurer les plus grands biens¹⁵². »

Dans *L'Encyclopédie allemande [Deutsche Encyklopädie]* parue à partir de 1778, Köster distingue la démocratie « pure » ou « véritable » de celle qui est liée au système représentatif :

« La véritable démocratie nécessite que le peuple dans son ensemble prenne part au pouvoir législatif [...]. Dans ce cadre, tout père de famille doit au moins avoir le droit de prendre la parole. Si, toutefois, parce que le peuple est en trop grand nombre, parce que l'accord de chaque personne particulière est alors rendu très difficile, voire pour d'autres raisons encore, ce ne sont que quelques personnes qui

défendent ou représentent les autres, ce n'est plus une démocratie totalement pure. Elle s'en rapproche toutefois si le peuple, à chaque fois, a lui-même choisi au préalable ses représentants. Pour autant que ces représentants ne soient pas autorisés à voter autre chose et d'une autre manière que celles dont ils ont été chargés, il s'agit d'une démocratie complète, et il est indifférent de savoir si chacun exprime lui-même sa voix ou bien l'exprime par l'intermédiaire d'un autre. Si toutefois certaines personnes ont le droit de s'ériger en représentants sans avoir été choisis pour cela, ce n'est plus une démocratie, mais une aristocratie¹⁵³. »

Köster ne parvenait ainsi pas encore à relier complètement le principe de la représentation politique (le mandat non impératif) et le concept de démocratie. Alors que d'Argenson voyait déjà dans ce principe la démocratie « légitime » ou « véritable », il employait encore de manière traditionnelle, pour décrire cette démocratie directe des chefs de famille revêtant la forme d'une domination reposant sur un conseil, le concept d'aristocratie.

- 9 Köster parvenait à la conclusion que la forme de gouvernement « originelle » que constituait la démocratie était certes – en théorie – la meilleure, mais qu'elle ne pouvait faire ses preuves dans la pratique. Il posait en revanche la question suggestive de savoir si une « démocratie mixte » n'était pas préférable à une « aristocratie pure » ou à une « monarchie illimitée ».

d) La germanisation du terme « démocratie »

- 10 Au cours du XVII^e siècle, on chercha déjà de temps en temps à transposer en allemand le terme latin. Des expressions allemandes apparaissent alors, comme « Democratey » chez Micraelius (1639), « Demokratie » chez Grottnitz (1647) ou encore « Democracy » chez Hirsch (1662)¹⁵⁴. Mais ces tentatives se cantonnèrent à la sphère savante et ne passèrent pas dans la langue courante.
- 11 Au demeurant, les dictionnaires continuaient à proposer des définitions du terme. Pomey (1715) transcrivait ainsi le latin « democratia » et le français « démocratie » par « règne » (ou « domination ») et « gouvernement » du « peuple ordinaire¹⁵⁵ ». Un terme allemand comme « Demokratie » n'apparaît pas davantage dans ces ouvrages, comme par exemple le *Manuel et dictionnaire italien-allemand [Italienisch-deutsches Sprach- und Wörterbuch]* de Castelli¹⁵⁶. Dans ce livre, en effet, *democratico stato* est déjà traduit par [845] « État démocratique » [*demokratischer Staat*], *democratiggiare* par « instaurer ou diriger un régime démocratique » [*demokratisches Regiment einführen oder führen*] et *democraiza* par « gouvernement ou État où règne le peuple ordinaire » [*Regierung oder Staat, da gemeine Leute herrschen*]. Comme l'adjectif, le substantif a dû alors entrer dans l'usage courant comme un mot étranger. Zedler¹⁵⁷ l'écrivait certes encore selon la graphie latine, mais y consacrait un long article (1734) et recensait déjà « Republick » comme un mot allemand (1742). Adelung n'utilisait pas encore « Demokratie » dans la première édition de son ouvrage (1774), mais le retint dans la seconde édition (1793)¹⁵⁸. Dès 1789, Schwan employait la graphie moderne dans son dictionnaire : « Démocratie (à la fin de l'article *Demokratie*), une forme de gouvernement où le pouvoir suprême est aux mains du peuple¹⁵⁹. »

2. Pratique constitutionnelle

- 12 La possibilité de germaniser ce terme étranger ne dépendait toutefois pas uniquement des nouvelles évolutions théoriques que nous avons évoquées jusqu'à présent, mais aussi de l'opportunité de l'employer pour décrire l'expérience immédiate. Une analyse plus approfondie serait nécessaire pour déterminer à quel moment le terme « démocratie » fut utilisé pour la première fois – en dehors des usages linguistiques propres à la théorie politique que nous avons décrits. L'un des rares témoignages attestant, au début de l'époque moderne, l'emploi du concept pour désigner des rapports de pouvoir [*Herrschaft*] concrets se trouve dans les *Propos de table* de Luther¹⁶⁰, où le gouvernement de la Suisse et de la Dithmarse sont cités comme des exemples de « démocratie ». Dès 1647, dans les *Archives coloniales du Rhode Island* [*Colonial Records of Rhode Island*], la communauté fondée par Roger Williams, un des embryons de la démocratie américaine, est qualifiée de « démocratique » : « It is agreed [...] that the forme of Government established in Providence Plantations is Democraticall; that is to say, a Government held by ye free and voluntarie consent of all, or the greater parte of the free inhabitants.¹⁶¹ »
- 13 À partir des années 1730, il devint courant de désigner des États comme la Hollande ou la Suisse comme des « démocraties¹⁶² », même si, il est vrai, la qualification de « république » était utilisée de manière plus fréquente et continua de prédominer jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Dans ses *Considérations*, d'Argenson désigne la Suisse comme une « pure démocratie », tout comme la Hollande faisait selon lui partie des États gouvernés démocratiquement et de la même manière qu'il percevait « différents degrés de démocratie¹⁶³ » dans les principautés du Saint-Empire. [846] Le concept de démocratie est aussi parfois appliqué au temps présent dans la littérature savante et les lexiques allemands de la première moitié du XVIII^e siècle¹⁶⁴. Scheidemantel cite comme exemples « Sparte, Athènes, la plupart des villes des Provinces-Unies, Genève et nombre de cantons suisses¹⁶⁵ ». Comme référence en matière de droit de vote démocratique, Köster désigne dans son *Encyclopédie allemande* [*Deutsche Encyclopädie*] (1783) les cantons suisses d'Uri, de Schwytz, d'Unterwald, de Zoug, de Glaris, d'Appenzell, des Grisons et du Valais, « où tout homme de 16 ans possède le droit de vote¹⁶⁶ ». Dans sa *Constitution de l'État* [*Staatsverfassung*] (1787), Pütter évoque « les constitutions aristocratiques, plus ou moins restreintes ou sans limites, ou bien démocratiques » des villes d'Empire¹⁶⁷. De même, Athènes et Sparte, ainsi que la Rome républicaine, étaient citées comme des exemples historiques d'une forme de gouvernement démocratique¹⁶⁸. D'une manière générale, ce n'était pas encore le cas des régimes des anciens Germains et du Haut Moyen Âge allemand, qui ne devaient être intégrés qu'au XIX^e siècle dans la généalogie historique des constitutions démocratiques, à la faveur d'un double élargissement des concepts de l'« ancienne liberté germanique » et de la « démocratie »¹⁶⁹. Il est toutefois symptomatique, s'agissant de l'émergence de la vision bourgeoise de l'histoire, que la population de Cologne ait protesté en 1788 contre l'édit de tolérance de Joseph II en invoquant la constitution démocratique de la ville¹⁷⁰ et que les citoyens d'Aix-la-Chapelle, durant les guerres de coalition, se soient obstinément flattés, face aux innovations françaises, d'avoir toujours possédé une constitution démocratique¹⁷¹.
- 14 Avant 1789, l'élargissement le plus frappant du concept de démocratie – ce témoignage est aussi complètement isolé dans la littérature du XVIII^e siècle – se trouve dans les

Considérations du marquis d'Argenson, déjà évoquées. Nous découvrons ici une nouvelle compréhension de la « démocratie », qui ne part pas du mode de domination et du régime constitutionnel, mais de la sphère sociale. Anticipant sur l'approche développée par Tocqueville, d'Argenson envisageait l'histoire française sous l'angle des « progrès de la démocratie » et reconnaissait à la monarchie le mérite d'accélérer cette évolution, son autorité ayant selon lui permis de faire reculer les pouvoirs féodaux et de briser les privilèges de la noblesse, « ce qui nous prouve, quoi qu'on en dise, que la démocratie est autant amie de la monarchie que l'aristocratie en [847] est ennemie¹⁷² ». Dans le sillage d'une pacification croissante de l'Europe, la noblesse avait perdu selon lui le rôle militaire qui était le sien, comme elle avait déjà perdu le monopole de l'administration au profit des couches bourgeoises. La démocratie et la monarchie accéderaient ensemble au pouvoir. Dans le chapitre intitulé « Dispositions à étendre la démocratie en France¹⁷³ », d'Argenson prévoit une série de réformes libérales – globalement dans la lignée de la politique des ministres réformateurs –, orientées vers « la destruction de la noblesse », le renforcement de la prospérité matérielle du pays et la consolidation de la monarchie. Chez d'Argenson, le concept de « démocratie » excédait les aspects purement constitutionnels et politiques pour devenir la clé, sur le plan de la philosophie de l'histoire, de la volonté d'ascension et du désir d'égalité sociale de la bourgeoisie¹⁷⁴. Ses accents royalistes¹⁷⁵ trouvent encore un écho dans la formule plus tardive de « démocratie royale¹⁷⁶ », apparue aux débuts de la Révolution française.

- 15 Cette ligne d'évolution menant à un élargissement du concept de démocratie, similaire à bien des égards, prend pour point de départ la distinction opérée par Kant entre la « démocratie » (comme *forma imperii*) et le « républicanisme » (comme *forma regiminis*)¹⁷⁷. Depuis Kant, une monarchie peut être « républicaine ».

BIBLIOGRAPHIE

Adelung, Johann Christoph (1793) : *Grammatisch-kritisches Wörterbuch der hochdeutschen Mundart*, 2^e éd., Leipzig.

Alsted, Johann Heinrich (1626) : *Compendium philosophicum*, Herborn.

Althusius, Johannes (1614) : *Politica*, 3^e éd., Herborn.

Baumeister, Friedrich Christian (1758) : *Philosophia definitiva*, 9^e éd., Wittenberg.

Bernegger, Matthias (1640) : *Ex C. Cornelii Taciti Germania et Agricola questiones*, Strasbourg.

Besold, Christoph (1641) : *Discursus politici*, 3 : *De democratia*, in : *Opera politica*, vol. III, Strasbourg.

Blanke, Gustav H. (1956) : « Der amerikanische Demokratiebegriff in wortgeschichtlicher Beleuchtung », *Jahrbuch für Amerikastudien*, 1, p. 41-52.

Boecler, Johann Heinrich (1674) : *Institutiones politicae*, Strasbourg.

Castelli, Nicolò (1700) : *Italiänisch-Teutsch und Teutsch-Italiänisches Sprach- und Wörterbuch*, Leipzig.

Clüver, Philipp (1631) : *Germania antiqua*, Leyde.

- Conring, Hermann (1680) : *De politia*, Helmstedt.
- Conring, Hermann (1681) : *De democratia*, Helmstedt.
- D'Argenson, René Louis (1764) : *Considérations sur le gouvernement ancien et présent de la France*, Yverdon.
- Ehrenbach, Myler von (1678) : *Hyparchologia*, Stuttgart.
- Elert, Werner (1958 [1932]) : *Morphologie des Luthertums*, réimp., Munich.
- Gundling, Nicolaus Hieronymus (1733) : *Politica*, Francfort-sur-le-Main, Leipzig.
- Halle, Johann Samuel (1779) : *Kleine Enzyklopädie, oder Lehrbuch aller Elementarkenntnisse*, Berlin.
- Hansen, Joseph (éd.) (1931) : *Quellen zur Geschichte des Rheinlandes im Zeitalter der Französischen Revolution 1780-1801*, vol. I, Bonn.
- Hansen, Joseph (éd.) (1933) : *Quellen zur Geschichte des Rheinlandes im Zeitalter der Französischen Revolution 1780-1801*, vol. II, Bonn.
- Hansen, Joseph (éd.) (1935) : *Quellen zur Geschichte des Rheinlandes im Zeitalter der Französischen Revolution 1780-1801*, vol. III, Bonn.
- Horn, Johann Friedrich (1672) : *Politicorum pars architectonica de civitate*, Francfort-sur-le-Main.
- Huber, Ulrich (1708) : *De jure civitatis*, 4^e éd., Francfort-sur-le-Main, Leipzig (éd. orig. 1669, Leyde).
- Hübner, Johann / Zincke, Georg Heinrich (1755) : *Curieuses und Reales Natur-, Kunst-, Berg-, Gewerk- und Handlungslexikon*, Leipzig.
- Jaucourt, Louis de (1779) : « Démocratie », in : *Encyclopédie*, vol. X.2, Genève.
- Johnson, Samuel (1755) : *A Dictionary of the English Language*, Londres.
- Kant, Immanuel (1853 [1795]) : « De la paix perpétuelle », in : *Éléments métaphysiques de la doctrine du droit*, trad. J. Berni, Paris, p. 289-337.
- Köster, Heinrich Martin Gottfried (éd.) (1783) : *Deutsche Encyclopädie*, vol. VII, Francfort-sur-le-Main.
- Krackherr, Christoph Friedrich (1766) : *Bequemes, nützliches, nothwendiges, und jedermann dienliches Handlexicon*, Nuremberg.
- Kuppermann, Heinrich (1792) : *Juristisches Wörterbuch zur Verbesserung des Aktenstils und Einführung einer reinen deutschen Schreibart in gerichtlichen und aussergerichtlichen Geschäften*, Leipzig.
- Luther, Martin (1916) : *Tischreden*, in : *Kritische Gesamtausgabe*, vol. IV, Weimar.
- Maaler, J. (1561) : *Die teutsche Sprach*, Zurich.
- Maier, Hans (1966) : *Ältere deutsche Staatslehre und westliche Tradition*, Tübingen.
- Micraelius (1653) : *Lexicon philosophicum*, Iéna.
- Morison, Samuel E. (éd.) (1953) : *Sources and Documents Illustrating the American Revolution [1764-1788]*, 2^e éd., Oxford.
- Palmer, Robert R. (1953) : « Notes on the Use of the Word "Democracy" 1789-1799 », *Political Science Quarterly*, 68, p. 203-226.
- Petersen, Peter (1921) : *Geschichte der Aristotelischen Philosophie im protestantischen Deutschland*, Leipzig.

- Pomey, François (1715) : *Grand dictionnaire royal*, Francfort-sur-le-Main.
- Pütter, Johann Stephan (1787) : *Historische Entwicklung der heutigen Staatsverfassung des Deutschen Reichs*, vol. III, Göttingen.
- Pufendorf, Samuel (1672) : *De jure naturae et gentium*, Lund.
- Pufendorf, Samuel (1709) : *De officio hominis et civis juxta legem naturalem*, Francfort-sur-le-Main.
- Rohr, Julius Bernhard von (1718) : *Einleitung zur Staatsklugheit*, Leipzig.
- Roth, J. F. (1791) : *Gemeinnütziges Lexikon für Leser aller Klassen besonders für Unstudirte*, Nuremberg.
- Scheidemantel, Heinrich Gottfried (1782) : *Repertorium des Deutschen Staats- und Lehnrechts*, vol. I, Leipzig.
- Schlözer, August Ludwig von (1793) : *Stats-Gelartheit*, vol. I, Göttingen.
- Schulz, Hans / Basler, Otto (1913) : *Deutsches Fremdwörterbuch*, vol. I, Strasbourg.
- Schwan, Christian Friedrich (1789) : *Nouveau Dictionnaire de la Langue Française et Allemande*, 2^e éd., vol. II, Mannheim.
- Sperander (1728) : *A la Mode – Sprach der Teutschen*, Nuremberg.
- Walch, J. G. (1726) : *Philosophisches Lexikon*, Leipzig.
- Wehner, Paul Matthias (1626) : *Metamorphosis rerumpublicarum, Das ist/von Mutation/Verenderung/Untergang/Auffnehmung/Verwandlung und Perioden der Regimenten und Gemeinden/in Politischem Zustand*, Francfort-sur-le-Main.
- Wieland, Christoph Martin (1930 [1792]) : « Sendschreiben an Herrn Professor Ehlers in Kiel », in : *Wielands Gesammelte Schriften*, t. I/15, Berlin.
- Wolff, Christian (1738) : *Philosophia practica universalis*, Halle.
- Zedler (1734) : *Großes vollständiges Universalexicon aller Wissenschaften und Künste*, vol. VII, Halle et Leipzig.
- Zesen, Philipp von (1645) : *Adriatische Rosemund*, Amsterdam (réimp. Halle, 1899).

NOTES

- 114.** Palmer (1953), p. 204. Au début de leur histoire, les Américains ne connaissaient eux aussi le mot de « démocratie » (*democracy*) que comme un terme savant : Blanke (1956), p. 41.
- 115.** Cf. *supra*, note 70 sq. [chap. « I. Introduction : fondements antiques » ; NDLR].
- 116.** Conring (1680) et (1681).
- 117.** Pufendorf (1672), VII, chap. 5, § 4.
- 118.** On ne saurait exclure ici la possibilité qu'une attestation puisse être identifiée *a posteriori* ici ou là ; le constat formulé plus haut n'en serait toutefois pas fondamentalement modifié.
- *. * N.d.T. : Nom donné à la république des Sept Provinces-Unies des Pays-Bas, issue de la sécession, en 1581, de sept provinces des Pays-Bas espagnols.
- **.* N.d.T. : La Dithmarse est une entité géographique et politique située au Nord de l'Allemagne, dans l'actuel Schleswig-Holstein. Elle forma jusqu'en 1559 une libre république d'agriculteurs (*Bauernrepublik* en allemand).
- 119.** En dehors des auteurs mentionnés par la suite, les auteurs suivants ont décrit la démocratie comme l'une des trois formes de gouvernement répertoriées, dans le prolongement de la tradition aristotélicienne : Althusius (1614), chap. 39, §. 21 et §. 60 ; Clüver (1631), chap. 38, 39 et

41 ; Bernegger (1640), question 55 ; Horn (1672), p. 17 ; Boecler (1674), chap. 6 ; Huber (1708), I, 8, 4, p. 301 sq. ; Rohr (1718), p. 250 ; Gundling (1733), chap. 5, §. 7 ; Wolff, (1738), chap. 9, §. 2073 sq.

120. Pufendorf (1709), chap. 8, §. 3. Pufendorf, qui, comme on le sait, avait renoncé aux catégories aristotéliennes dans sa description du Saint-Empire, a défini la démocratie dans sa *Dissertatio de republica irregulari* (Lund, 1668) sur le modèle de la division tripartite aristotélienne. Dans la traduction allemande (Leipzig, 1715), elle est décrite selon la définition suivante : « Une démocratie est digne de louanges lorsque, dans une égale liberté, les âmes sont pareillement disposées et prennent à cœur le bien-être général de la république selon leurs capacités, et lorsque les bons conseils trouvent facilement leur place parmi eux et sont acceptés, et que les plus habiles sont toujours attirés vers les fonctions les plus nobles, tandis que les autres, comme il se doit, obéissent » (p. 1115). Par la suite, Pufendorf définit la démocratie comme une forme dégradée du « type de régime démocratique ou populaire ordinaire », il est vrai sans conférer à ces désignations, avec Hobbes, une signification précise (p. 1124).

121. Cf. Petersen (1921), p. 166 sq. et 184 sq. ; Maier (1966), p. 12.

122. Alsted (1626), p. 1303 : « une polyarchie dans laquelle le pouvoir suprême est dans les mains du peuple. Ce régime est appelé populaire. »

123. Besold (1641), p. 38 : « Démocratie si tout le droit de la république est dans les mains du peuple : de sorte que soit tous les citoyens soit leur majeure partie gouvernent le droit ».

124. *Ibid.*

125. Ehrenbach (1678), p. 27 sq. : « que les magistrats soient institués par le peuple même, et reçoivent de lui le pouvoir. Car à Rome, à l'époque de l'Empire Démocratique, de la constitution des magistrats, seul le peuple commandait, jusqu'à ce que la Lex Valeria [...] instituait un chef dont le pouvoir n'était plus conféré par le peuple. »

126. Maaler (1561), p. 219.

127. Zesen (1645), p. 177. Dans le *Dictionnaire français-allemand* (1675), l'entrée « démocratie » propose : « gouvernement populaire », « gouvernement du peuple ordinaire » [*Regierung des gemeinen Volks*], « démocratie », « démocratique », « état démocratique », « un état qui est gouverné par le peuple ordinaire » [*ein Stand der von dem gemeinen Volk regieret wird*], « status democraticus ».

128. Walch (1726), p. 483. La même définition apparaît chez Hübner / Zincke (1755), p. 603, ainsi que dans les éditions ultérieures : (1776), p. 639 et (1792), p. 635.

129. Sperander (1728), p. 186. Encore chez Krackherr (1766), p. 116.

130. *Wohlmeinender Unterricht für alle diejenigen, welche Zeitung lesen* (1755), Leipzig, appendice, p. 19.

131. Halle (1779), vol. II, p. 430 (ajout du traducteur).

132. Roth (1791), vol. I, p. 190.

133. Kuppermann (1792), p. 150.

134. Schlözer (1793), p. 112.

135. William Temple définit la « démocratie » comme « one of the three forms of government; that in which the sovereign power is neither lodged in one man, nor in the nobles, but in the collective body of the people. While many of the servants, by industry and virtue, arrive at riches and esteem, then the nature of the government inclines to a democracy. » (cité in : Johnson (1755), vol. I, s. v. « democracy »).

136. John Locke, cité in : Johnson (1755), vol. I, s. v. « democracy » : « The majority having the whole power of the community, may employ all that power in making laws, and executing those laws; and there the form of the government is a perfect democracy ».

137. Montesquieu, *De l'esprit des lois*, 2, 2 : « Lorsque, dans la république, le peuple en corps a la souveraine puissance, c'est une démocratie ».

138. Jaucourt (1779), p. 647 : « Toute république où la souveraineté réside entre les mains du peuple, est une démocratie ».

139. John Adams, cité in : Morison (1953), p. 127.
140. Micraelius (1653), p. 306 sq. : « La démocratie est une forme déviée de la vraie *politeia*. Ceux qui y commandent n'en sont pas chargés en vertu d'une qualité, mais en raison d'un excès de liberté. »
141. *Dictionnaire français-allemand-latin* (1660), p. 230.
142. Baumeister (1758), p. 197-198, n° 1202 : « La démocratie est la forme politique où la plèbe, au bénéfice de son profit propre, néglige le salut et la tranquillité de la république. »
143. Montesquieu, *De l'esprit des lois*, 11, 4.
144. Rousseau, *Du contrat social*, 3, 4.
145. Wieland (1930 [1792]), p. 423 (voir notes 181 et 185).
146. Kant (1853 [1795]), p. 299.
147. Besold (1641), p. 39 : « On appelle Démocratie une forme spéciale et absolue de République [...] : celle où presque la totalité de la république, c'est-à-dire la populace, forme la communauté ; tous les citoyens, égaux entre eux, se sont partagés la loi publique. »
148. Wehner (1626), p. 3.
149. Walch (1726), p. 484 : « La première se trouve à la ville, où résident ceux qui détiennent le pouvoir le plus important ; mais la seconde se trouve dans les villages, où il n'y a pas de ville ».
150. Zedler (1734), p. 524.
151. Palmer (1953), p. 205.
152. D'Argenson (1764), p. 6-7.
153. Köster (1783), p. 73.
154. Témoignages chez Schulz / Basler (1913), p. 133.
155. Pomey (1715), p. 88 et p. 270.
156. Castelli (1700), p. 206.
157. Zedler (1734), p. 524.
158. Adelung (1793), vol. I, p. 1444.
159. Schwan (1789), p. 84.
160. Luther (1916), p. 4342 (7 février 1539) : « *Politicus magistratus habet multos species : Monarchiae, alsda ist regnum Galliae, Angliae, Portugaliae, Bohemiae, Ungariae, Poloniae, Aristocratia est magistratus civilis, ut Germaniae, democratia, ubi plures regunt, als in Schweitzen und Dytmars, Oligarchia als in Erfurdt.* » Dans la postface de l'édition allemande, un ajout précise au sujet de la « démocratie » : « là où l'homme commun gouverne ». Voir sur ce point Elert (1958), vol. II, p. 326.
161. Blanke (1956), p. 41-42.
162. Le pluriel n'apparaît aussi qu'à cette période.
163. D'Argenson (1764), p. 7, p. 10, p. 47 sq. et p. 79.
164. Voir Walch (1726) au sujet des « démocraties [...] chez les anciens Germains » et Zedler (1734), p. 527, dans l'article dédié : « Les cantons démocratiques sont ces localités en Suisse qui ne consistent qu'en quelques poches au sein desquelles un régime démocratique est établi ».
165. Scheidemantel (1782), p. 662.
166. Köster (1783), p. 73.
167. Pütter (1787), p. 262.
168. Ainsi dans l'*Encyclopédie*, chez Scheidemantel et dans la *Deutsche Encyclopädie*.
169. Sur ce point, Walch (1726), p. 484 constitue une nouvelle fois une exception.
170. « Vorstellung der bürgerlichen Deputatschaft der Stadt Köln an Kaiser Joseph II. », 15 février 1788, cité in : Hansen (1931), p. 260
171. Hansen (1933), p. 68, 676. Sur Cologne : Hansen (1935), p. 313.
172. D'Argenson (1764), p. 110-111.
173. D'Argenson (1764), p. 138 sq.
174. Cf. le commentaire pertinent de Palmer (1953), p. 205 : « We may note, too, in d'Argenson, the tendency to think of democracy as equality rather than as self-government (opposing it to

“aristocracy”, rather than to “monarchy”), and the emancipation from the traditional idea that democracy could be realized only in tiny and virtuous societies ».

175. Cf. d'Argenson, « Plan du gouvernement proposé pour la France », in (1764), p. 159 sq, art. 6 : « cette démocratie nullement dangereuse à la monarchie ».

176. Le baron de Wimpfen plaida le 28 juillet 1789 en faveur de l'intégration d'un article constitutionnel de la teneur suivante : « Le gouvernement français est une démocratie royale. » Mirabeau remarquera au sujet de cette formule, dans le *Courrier de Provence*, n° 34, p. 7-8 : « Le Baron de Wimpfen, en réunissant deux mots si éloignés jusqu'à présent l'un de l'autre, exprimait une grande vérité ; c'est que la démocratie s'allie naturellement avec la monarchie ; c'est qu'il n'existe aucune opposition entre leurs intérêts, puisque le vœu du roi est que son peuple soit nombreux, florissant, redoutable, et que le vœu du peuple est que son roi soit assez fort pour s'opposer à l'introduction d'une aristocratie, qui tend toujours à l'indépendance, et dont la puissance ne s'exerce jamais qu'aux dépens du prince et du peuple. » Par contraste, Johann von Türkheim, « Bericht an die Gemeinde von Straßburg », *Französische Staatsanzeigen*, 2, 1789, p. 125 et p. 131, décrit la « démocratie royale » comme une tentative pour retirer au roi tout pouvoir, le réduire à un élément constitutionnel purement décoratif et élever l'Assemblée nationale et la rue au rang de détentrices officielles du pouvoir.

177. Kant (1853 [1795]), p. 298.

INDEX

Schlüsselwörter : Demokratie, Moderne

Mots-clés : démocratie, époque moderne

AUTEURS

HANS MAIER

Hans Maier est professeur émérite à l'Université de Munich. Pour plus d'informations, voir la notice suivante.